

SEMAINE DE MOBILISATION POUR NOS DROITS

2018 restera marquée par l'adoption en France d'une loi Asile Immigration qui réduit les possibilités d'obtenir une protection pour les demandeurs d'asile, malgré une importante mobilisation d'ONG et de collectifs investis dans l'accueil des migrants.

C'est aussi la répression accrue de militants et bénévoles qui tentent par divers moyens de résister aux mesures injustes et malveillantes : application automatique de la procédure Dublin, suspicion envers les étrangers mineurs, arbitraire des réponses de l'OFPPRA,...

Le Gard et l'Hérault n'échappent pas à ces tendances. La multiplication des expulsions, incarcérations, procès, personnes et familles entières en situation d'errance est inacceptable.

Investi depuis plusieurs années dans le soutien aux personnes migrantes, Robert Latapy (RL) a participé en avril dernier à la mobilisation pour s'opposer à l'expulsion en Guinée de Moussa, où sa vie est en danger. A l'issue de la manifestation du 29 avril à Nîmes où un tag «PREFET DE N » est inscrit sur le mur de la préfecture, il est interpellé et gardé à vue durant 18 heures. Conduit au tribunal, le Juge décide de le poursuivre pour dégradation et outrage à personne dépositaire de l'autorité publique, avec un procès en septembre, assorti d'un contrôle judiciaire (CJ) lui interdisant d'aller dans le Gard.

La même semaine, la préfecture tente à nouveau d'expulser Moussa mais 150 personnes sont devant le Centre de Rétention en pleine nuit. La police parvient à transporter furtivement Moussa jusqu'à l'aéroport de Lyon : son refus d'embarquer lui vaut 2 mois d'emprisonnement. Des dizaines de milliers de personnes soutiennent alors Moussa, son dossier a un impact national, la menace pour les homosexuels étant bien réelle et documentée, y compris dans les rapports de l'OFPPRA.

Fin mai, RL fait une demande de mainlevée de son CJ : le tribunal maintient l'interdiction de venir à Nîmes, le procureur a déclaré à l'audience «il y a eu des manifestations, tout se passait bien jusqu'à ce tag».

Depuis, Moussa est sorti de prison, l'OFPPRA a effectué le réexamen de sa demande d'asile en juillet et de nouveau refusé la protection, un recours à la CNDA est déposé et l'appel du jugement pour refus d'embarquer reporté : la menace d'expulsion est toujours bien réelle.

D'autres migrants, tout l'été, ont subi la même application aveugle de dispositions contraires à la convention de Genève sur le droit d'asile : déportations dans leur pays d'origine (y compris Soudan ou Afghanistan), refoulement à la frontière, transferts Dublin dans des pays d'Europe déjà saturés ou ouvertement xénophobes.

D'autres militants sont poursuivis y compris pour des faits relevant de l'assistance à personne en danger ou de l'opposition à des agissements de groupes d'extrême-droite incitant à la haine raciale.

C'est pourquoi cet appel est lancé à une semaine de mobilisation, pas seulement pour protester et soutenir face à la répression, mais pour **affirmer nos droits**, personnes migrantes et personnes engagées à leurs côtés, dans tous les domaines où ils sont menacés. Chacun aura à cœur de mettre en avant ceux qu'il lui semble le plus urgent de revendiquer.

Premiers Rendez-vous:

Jeudi 20 Sept. réunion publique à Ganges, bar Le Siècle à 18h30

présence sur les marchés: Ganges vendredi 21, Le Vigan samedi 22 avec lecture de textes

contact pour information, soutien, participation: espritlibre34190@gmail.com

FB : semaine de revendication du 20 au 27 septembre

imp. spé. CRA

Merci de Ne pas jeter sur la voie publique